



MÉTÉO SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST

**ANALYSE DE L'ACTUALITÉ POLITICO-SÉCURITAIRE AU SAHEL ET
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

SEMAINE 1 – JUIN 2026

Mali : l'insécurité chronique, entre défaillances internes et rivalités de puissances

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Depuis les attaques coordonnées survenues en avril dernier dans plusieurs villes du pays, un constat a été fait : la persistance des assauts des groupes armés. Le pays connaît depuis de nombreuses années une guerre contre le terrorisme qui s'intensifie de plus en plus. Depuis le coup d'Etat de 2012, les affrontements étaient essentiellement basés dans le Nord mais depuis quelques années, le conflit se fait de plus en plus sentir à travers le pays et cela, malgré l'appui des forces armées étrangères. Après le retrait des troupes françaises, l'instabilité s'est accentuée avec la multiplication des assaillants. Pour remédier à cette situation, la collaboration avec la Russie s'est intensifiée avec l'arrivée de l'Africa Corps en remplacement de Wagner. Elle s'est implantée dans la région suite aux différents coups d'Etat qui se sont succédé au Burkina Faso et au Niger, se faisant une place au sein de cette région déjà très instable. Avec l'arrivée de ces nouvelles forces, les attentes étaient plus élevées en raison de la réputation de celles-ci, mais la réalité du terrain a vite révélé les limites de cette stratégie militaire. En vérité, l'intervention de l'Africa Corps semble davantage servir à consolider le pouvoir en place qu'à sécuriser le territoire. Les recherches montrent que les méthodes brutales employées par ces forces, ciblant fréquemment les populations civiles, alimentent un cercle vicieux en facilitant le recrutement des groupes armés qui exploitent la détresse des habitants. Plus qu'une solution, la présence de ces forces extérieures transforme le Sahel en un théâtre de rivalités géopolitiques, maintenant la région dans un état de militarisation et d'instabilité chronique dont les civils restent les premières victimes.

Coopération sécuritaire : le Mali et le Burkina se serrent les coudes

Le Mali et le Burkina Faso ont choisi de s'associer pour lutter contre les groupes armés qui passent d'un pays à l'autre. En partageant leurs informations et en menant des opérations communes aux frontières, les deux armées espèrent être plus efficaces. Cette alliance permet aussi aux gouvernements de montrer qu'ils peuvent gérer la sécurité par eux-mêmes, sans l'aide des pays occidentaux. C'est une façon d'afficher leur indépendance et de rassurer la population. Sur le terrain, la situation reste pourtant difficile. Les deux pays manquent de matériel, surtout d'avions pour surveiller les zones désertiques qui sont immenses. De plus, faire travailler deux armées ensemble demande une coordination parfaite qui semble compliquée à mettre en place. Pour que cette union fonctionne, il ne suffira pas de signer des accords, les soldats devront obtenir des résultats concrets pour sécuriser durablement la zone des trois frontières.. La population attend beaucoup de cette coopération, car la fermeture des frontières et l'insécurité bloquent l'économie et le commerce. Si les deux gouvernements réussissent à ramener le calme dans les zones touchées, ils prouveront que leur alliance est une solution durable pour le Sahel. Dans le cas contraire, la déception des citoyens pourrait fragiliser le soutien de la population dont ils bénéficient actuellement.

Le port de Conakry, nouveau corridor stratégique pour le matériel militaire malien

Le port de Conakry, en Guinée, est devenu un point de passage essentiel pour le transport de matériel militaire destiné au Mali. En raison des sanctions et des blocages diplomatiques avec d'autres pays voisins, Bamako a dû trouver de nouvelles routes pour permettre l'entrée de nouveaux équipements achetés à ses partenaires, notamment la Russie. La Guinée, qui partage une longue frontière avec le Mali et maintient de bonnes relations avec les autorités, est apparue comme la solution la plus simple et la plus sûre. Ces livraisons de matériel lourd débarquent au port avant de prendre la route vers le territoire malien par camion. Pour Bamako, sécuriser ce corridor est capital pour continuer à équiper son armée et maintenir ses opérations sur le terrain. Cela montre aussi que malgré l'isolement du pays sur la scène internationale, des solutions existent grâce à la solidarité de voisins comme la Guinée.

Cependant, cette situation attire l'attention des services de renseignement étrangers et des observateurs internationaux, qui surveillent de près la nature des livraisons et les mouvements dans la région. Pour la Guinée, accepter ce rôle de "pont" comporte des risques diplomatiques, mais cela renforce sa position de partenaire important pour les États enclavés du Sahel. La pérennité de cette route dépendra de la stabilité politique à Conakry et de la capacité des deux pays à sécuriser l'axe routier jusqu'à Bamako contre les attaques.

Entre opérations militaires à Koulikoro, drame routier sur l'axe Kita-Bamako et ravitaillement sous tension

Dans la région de Koulikoro, les forces armées maliennes ont mené des opérations qui ont permis de neutraliser plus de 60 terroristes. Cette offensive marque une volonté claire de détruire les repères des groupes armés à proximité des villes. En frappant ces bases, l'armée cherche à réduire la capacité de nuisance des groupes armés et à redonner confiance aux populations locales. Ces actions démontrent que la pression militaire reste constante dans les zones stratégiques entourant la capitale, même si l'éradication complète de la menace demande des efforts de stabilisation sur le long terme. Malgré ces efforts, la vulnérabilité des axes de transport reste un défi quotidien pour les civils comme le témoigne l'explosion tragique d'un car de passagers sur la route entre Kita et Bamako qui a causé la mort de cinq personnes et fait des dizaines de blessés. Cet accident mortel rappelle le danger permanent qui pèse sur la circulation des personnes et des biens à travers le pays. Pour les autorités, la sécurisation des routes nationales s'avère aussi cruciale que les combats de première ligne, car le sentiment d'insécurité sur les grands axes routiers paralyse l'économie et fragilise directement le soutien de la population envers la transition. Parallèlement, la pression économique continue de grandir en raison du blocus exercé sur la capitale. Pour briser cet isolement et atténuer la crise énergétique, un convoi stratégique de 765 citernes de carburant a réussi à rejoindre Bamako sous haute escorte militaire.

Stratégie anti-terroriste : la circulation des motos interdite

Pour tenter de freiner la mobilité des groupes armés, les autorités maliennes ont pris une mesure radicale en interdisant la circulation des motos en dehors des grandes villes. Dans de nombreuses régions du pays, la moto est devenue le moyen de transport privilégié des groupes armés pour mener des attaques surprises et se replier rapidement dans les zones d'accès difficile. En restreignant son usage sur les axes secondaires et ruraux, le gouvernement cherche à priver les réseaux terroristes de leur principal moyen de déplacement et à faciliter le contrôle du territoire par les forces armées. Cependant, cette interdiction stricte pèse lourdement sur la vie quotidienne et l'économie des populations rurales. Dans les localités, la moto est souvent l'unique moyen de transporter les récoltes vers les marchés, d'accéder aux centres de santé ou de maintenir le lien entre les villages isolés. Les habitants se retrouvent ainsi pénalisés par une mesure qui complique leur quotidien et limite leurs sources de revenus. L'enjeu pour l'État sera de réussir à maintenir cette restriction sécuritaire nécessaire

La stratégie militaire du pouvoir face aux critiques

Le débat sur la situation au Mali s'intensifie de plus en plus. Certains observateurs et acteurs de la région estiment que l'action uniquement militaire du gouvernement actuel montre ses limites. Selon eux, on ne peut plus cacher la responsabilité des autorités dans les difficultés actuelles, surtout à cause de l'absence de dialogue et de l'isolement du pays à l'international. Les critiques affirment qu'une solution uniquement basée sur la force et sans retour à un pouvoir civil, ne pourra pas ramener une paix durable dans le pays. De leur côté, les partisans du gouvernement rejettent ces reproches. Pour le pouvoir en place, l'insécurité actuelle vient surtout des erreurs des anciens dirigeants et de l'échec des forces armées internationales. Les autorités refusent de négocier avec les groupes armés pour protéger la souveraineté du pays. Pour le pouvoir, l'objectif principal reste de garder la population unie derrière son armée. C'est un défi important, car cette guerre pèse chaque jour un peu plus sur la vie quotidienne et l'économie des Maliens.

La traque des dirigeants du JNIM au cœur d'une guerre de communication

La lutte contre les chefs djihadistes au Mali donne lieu à une intense bataille d'informations entre l'armée et les groupes armés. Des rapports ont récemment annoncé la mort du numéro 2 JNIM lors d'une frappe aérienne ciblée dans le centre du pays. Cependant, l'organisation a rapidement publié un démenti officiel pour affirmer que son dirigeant était toujours en vie. Cette situation montre la difficulté de vérifier les pertes réelles sur le terrain en zone de conflit. Pour le JNIM, nier la perte de ses cadres est essentiel pour éviter le découragement de ses combattants. Du côté du pouvoir en place, ces annonces de frappes réussies permettent de valoriser l'efficacité de l'armée et de rassurer une population fortement éprouvée par l'insécurité. En parallèle, les autorités ont décidé d'accélérer la traque en mettant à prix la tête d'Iyad Ag Ghaly et d'autres chefs terroristes. Le chef principal du JNIM, considéré comme l'homme le plus recherché du Sahel est désormais directement ciblé par un communiqué promettant une importante enveloppe financière en récompense au partage d'informations permettant son arrestation. La question se pose ainsi de savoir si à travers cette mesure, le gouvernement malien espère provoquer des divisions internes au sein du groupe ou inciter les populations à partager des informations dont elles disposent. En tous les cas, cette stratégie viserait à désorganiser le commandement d'un groupe terroriste qui continue de harceler les FAMA et de bloquer des axes routiers. En s'attaquant de manière si visible à la figure historique de la rébellion et du djihadisme au Sahel, le pouvoir affiche sa détermination à refuser toute discussion et à régler la crise uniquement par la force.

Niger : La souveraineté revendiquée à l'épreuve des réalités économiques et sécuritaires

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

La fermeture prolongée de la frontière entre le Bénin et le Niger continue de peser très lourdement sur l'économie des deux pays. Les blocages commerciaux asphyxient le secteur des transports, privent les marchés locaux de produits essentiels et font grimper le coût de la vie pour les populations frontalières. Le port de Cotonou, qui servait historiquement de principal débouché maritime pour le Niger, subit d'importantes pertes financières en raison du ralentissement du transit des marchandises. Face à cette situation intenable qui pénalise les acteurs économiques des deux côtés, l'urgence de trouver une issue à la crise est devenue une priorité absolue. Face à cette impasse économique, les autorités béninoises ont choisi de privilégier la voie diplomatique pour éviter la crise. Le nouveau Président Béninois, Romuald Wadagni, a ainsi effectué un déplacement officiel au Niger et au Burkina Faso afin de relancer les discussions avec l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette démarche vise à rétablir la confiance, à régler les différends liés au transport du pétrole nigérien et à envisager une réouverture progressive des voies de communication. Pour Cotonou, renouer le fil du dialogue avec les deux pays est indispensable pour stabiliser les relations de voisinage au sein de l'espace ouest-africain.

Les démolitions de quartiers proches de l'aéroport de Niamey font polémique

Les autorités de transition nigériennes ont lancé une vaste opération de démolition dans les quartiers situés à proximité immédiate de l'aéroport international de Niamey. Les habitants concernés ont reçu l'ordre de quitter les lieux rapidement, laissant de nombreuses familles dans le désarroi le plus total face à la perte de leurs logements et de leurs petits commerces. Cette décision est justifiée par le pouvoir pour des impératifs de sécurité nationale et d'urbanisme. L'objectif est de sécuriser cette zone aéroportuaire mais aussi de nettoyer les alentours de l'infrastructure afin de prévenir tout risque d'attaque ou d'infiltration. Toutefois, l'absence de solutions de relogement immédiates suscite une vive colère et une grande détresse chez la population locale impactée par la mesure.

Importante saisie d'armes et de munitions par les forces de sécurité

Les forces de défense et de sécurité nigériennes ont réalisé une saisie en interceptant une importante cargaison d'armes et de munitions. Cette opération a permis de saisir une importante quantité d'armement destiné à alimenter le matériel des groupes armés responsables de la vague d'insécurité dans la région. Pour les autorités, cette saisie confirme l'efficacité des contrôles renforcés au niveau des frontières, tout en mettant en lumière les flux persistants d'armements clandestins sur le territoire. A travers cette saisie, les groupes armés se trouvent privés de moyens de combat essentiels; ce qui démontre la détermination des forces de sécurité à protéger la capitale et l'ensemble du pays.

Le Niger et la Turquie renforcent leur partenariat

Le président nigérien, le général Abdourahamane Tiani, a effectué une visite officielle marquante à Ankara pour officialiser le renforcement des relations stratégiques entre le Niger et la Turquie. Ce rapprochement se traduit par la signature de plusieurs accords de coopération touchant des secteurs clés comme la défense, l'économie et l'exploitation des ressources minières. Pour le pays, ce partenariat avec la Turquie représente une opportunité de diversifier ses alliances internationales et de moderniser ses capacités militaires face au terrorisme, tout en s'affranchissant des partenaires occidentaux traditionnels. De son côté, Ankara consolide son influence diplomatique et économique au Sahel en s'affirmant comme un acteur incontournable pour les pays de l'Alliance des États du Sahel.

Sénégal : Au sommet de l'Etat, le temps des deux légitimités ?

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Depuis le limogeage d'Ousmane Sonko et la nomination d'Ahmadou Al Aminou Mohamed Lô à la Primature, les regards demeuraient rivés sur le Palais, dans l'attente de la composition du nouveau gouvernement. Les pronostics et spéculations sont allés bon train, notamment autour d'une question centrale : avec ou sans Pastef ? Finalement, le 1^{er} juin, le président Bassirou Diomaye Faye a nommé un nouveau gouvernement de 30 membres, marqué par la quasi absence du Pastef, le parti dirigé par le nouveau président de l'Assemblée Nationale, Ousmane Sonko. Le nouveau cabinet est principalement composé de technocrates et de personnalités proches du président. Plusieurs figures influentes du Pastef, qui détenaient auparavant des ministères stratégiques comme l'Intérieur, la Justice ou le Pétrole, en sont exclus. Parmi les quelques membres du parti maintenus au gouvernement, figure Yankhoba Diémé, nommé ministre des Forces armées, qui à l'instar de ses camarades, ont choisi de ne pas suivre la consigne de leur parti dans la mesure où celui-ci a annoncé son refus de participer au gouvernement en raison de désaccords sur sa composition.

Il en va de même pour plusieurs figures politiques alliées du Pastef, à l'instar du ministre de l'Éducation nationale Moustapha Guirassy ou Déthié Fall aux Infrastructures. Dans un contexte de grave crise financière, le ministre des Finances, Cheikh Diba, est reconduit avec des compétences élargies à l'Économie, tandis qu'El Hadji Abdourahmane Diouf prend la tête du ministère de l'Énergie et du Pétrole. Au ministère de l'Intérieur, Mouhamadou Makhtar Cissé succède à l'avocat de Sonko, Maître Bamba Cissé. Présenté comme un « gouvernement de mission et d'obligation de résultat », ce nouvel exécutif apparaît toutefois fragilisé dès sa naissance par l'absence du Pastef, le parti majoritaire à l'Assemblée. Tout compte fait, la nouvelle équipe gouvernementale devra se mouvoir dans un contexte de tensions croissantes et continues. De plus, le refus du Pastef de participer au gouvernement en raison de désaccords sur sa composition, inaugure de manière palpable la rupture politique majeure au sommet de l'Etat, longtemps susurrée par le chef de l'Etat et son ex-premier ministre.

Centenaire d'Abdoulaye Wade, toile de fond des tensions entre Diomaye et Sonko ?

Devant un parterre de personnalités réunies au Grand Théâtre national, le président Faye a célébré les 100 ans d'Abdoulaye Wade, figure emblématique de l'histoire politique sénégalaise. Dans un discours vif et alerte, le chef de l'Etat a érigé le « Pape du Sopi » au rang de patrimoine national, tout en livrant un message politique. « Vous nous avez appris que l'adversaire d'un jour n'est pas un ennemi et qu'il peut même devenir le partenaire du lendemain (...) Vous nous avez appris qu'aucune querelle, si vive soit-elle, ne mérite que l'on déchire le pays qui nous est commun », a-t-il déclaré, se référant à Wade. Magnifiant les valeurs de patience, de résilience et de dépassement qui ont, selon lui, marqué le parcours du centenaire, le président Faye a rappelé que l'intensité du débat politique ne saurait se passer de la vocation de préserver « la maison-Sénégal ». Difficile de ne pas y voir une référence aux tensions politiques actuelles entre les camps Sonko et Diomaye, surtout lorsque ce dernier affirme que « la démocratie n'est pas un butin que l'on arrache et que l'on garde jalousement ». Par ailleurs, pourrait-on voir dans cette séquence une volonté du chef de l'Etat – en quête d'appareil politique – de se rapprocher du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) ? Il est vrai que la formation politique apparaît plus ou moins en retrait de la scène politique sénégalaise depuis quelques années. Néanmoins, le parti dispose toujours d'un solide socle électoral, et en est bien conscient. En ce sens, il est notable qu'après avoir soutenu le duo Diomaye-Sonko pour la présidentielle en 2024, le PDS avait par la suite rejoint l'opposition en soutenant aux législatives, l'Alliance pour la République (APR) de Macky Sall. A l'heure actuelle, les deux formations politiques forment un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.

Congrès du Pastef, une démonstration de force

Après l'élection express d'Ousmane Sonko au perchoir de l'Assemblée suite à son limogeage de la Primature, la réponse politique du Pastef était pour le moins attendue. Elle fut toute trouvée avec la tenue le 6 juin, du premier congrès du parti, douze ans après sa création. Lors de cette véritable messe à Diamniadio, Ousmane Sonko a été sans surprise, élu à l'unanimité président du parti. Sous une ambiance de liesse et des hourras de la foule, il s'est voulu rassurant sur les tensions politiques tout en définissant un cap clair. Il n'y « pas de crise institutionnelle » au Sénégal, a-t-il ainsi affirmé. Alors que depuis son éviction de la Primature, certains militants qualifient de « traîtres » le président Faye ainsi que les membres de Pastef ayant accepté d'intégrer le nouveau gouvernement, le nouveau chef du législatif a exhorté ses partisans à s'abstenir de toute injure ou attaque verbale. « Jamais je ne trahirai les idéaux et les principes du parti (...) C'est tout le parti vivant qui s'est donné rendez-vous ici pour réfléchir, débattre et préparer l'avenir », a-t-il assuré dans son discours. En outre, il a tenu à insister sur le positionnement de Pastef en tant que « force de pensée, d'organisation et de transformation », sous-tendu par une « matrice idéologique [qui] est un panafricanisme souverainiste de transformation démocratique ». Ainsi, pour peu que l'on puisse en dire, ce congrès apparaît comme une opération de réaffirmation politique destinée à rappeler que, malgré son départ de la Primature, Sonko entend demeurer le centre de gravité du Pastef ainsi qu'un acteur incontournable de l'équation du pouvoir au Sénégal.

Burkina Faso : Entre rempart sécuritaire et ouverture diplomatique

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Face aux défis conjugués de la régulation du commerce intérieur et de la lutte contre l'insécurité, les autorités burkinabè multiplient les mesures de contrôle dans des secteurs jugés sensibles. Ainsi, à la croisée d'enjeux commerciaux et sécuritaires, Ouagadougou resserre son contrôle sur le marché des deux-roues. Par voie d'arrêté interministériel rendu public le 4 juin par le ministère du Commerce, le gouvernement a annoncé l'instauration d'une nouvelle réglementation encadrant strictement l'importation, le montage et la commercialisation des vélos et motos sur le territoire national. Les opérateurs concernés sont désormais tenus de soumettre chaque trimestre, au ministère du Commerce, un rapport détaillant leurs stocks, leur clientèle, ainsi que leurs prix et volumes de vente. Un délai de trois mois à un an leur est accordé pour se mettre en conformité, sous peine de fermeture. Cette mesure s'inscrit dans un contexte de tension persistante entre le ministère et les commerçants sur la fixation des prix, mais répond aussi à des impératifs sécuritaires. L'interdiction de certaines catégories de motocyclettes, en vigueur depuis 2022, peine en effet à être appliquée. Il y a environ un an, quelque 900 engins appartenant à des catégories prohibées avaient été interceptés, soupçonnés d'être destinés à l'approvisionnement logistique de groupes armés terroristes actifs dans la sous-région.

Dans la même veine de priorisation des impératifs sécuritaires, le Conseil des ministres burkinabè a approuvé un ensemble de projets sécuritaires d'un montant de 5,737 milliards FCFA, financés sur le budget national 2026. Ces fonds sont destinés à l'acquisition de matériels et équipements au profit des Forces armées nationales, des Forces de sécurité intérieure, ainsi que de plusieurs structures spécialisées : l'Office national de sécurisation des sites miniers (ONASSIM), l'Office national de la sécurité routière (ONASER), la Police nationale et ses écoles de formation, la Direction générale des eaux et forêts, et la Brigade LAABAL. Ces investissements visent à renforcer les capacités opérationnelles et logistiques de l'ensemble du dispositif sécuritaire dans un contexte marqué par la persistance de la menace jihadiste. Par ailleurs, le Premier ministre burkinabè Jean Emmanuel Ouédraogo a imposé, par note administrative datée du 1er juin, l'usage systématique du terme « camarade » dans l'ensemble des correspondances, discours et prises de parole au sein des ministères et institutions du pays. Présentée comme un vecteur d'égalité, de fraternité et de solidarité entre dirigeants et administrés, cette directive s'inscrit dans le sillage de la « Révolution progressiste et populaire » que Ouagadougou entend incarner.

Entre diversification et coopération régionale

La diplomatie burkinabè est demeurée particulièrement active ces derniers jours, marquée par plusieurs rencontres de haut niveau portant sur les questions sécuritaires, économiques et de coopération internationale. Le 1^{er} juin, une délégation portugaise conduite par l'envoyée spéciale pour l'Afrique, Rita Laranjinha, est reçue à Ouagadougou par le ministre burkinabè des Affaires étrangères Karamoko Jean Marie Traoré. Les échanges ont porté sur la situation au sein de la Confédération AES et sur les perspectives de coopération multilatérale. Le chef de la diplomatie burkinabè a exposé les fondements et ambitions de la Confédération, en appelant les envoyés spéciaux à une meilleure connaissance du terrain. La délégation est repartie avec, selon ses propres termes, une perception affinée de la réalité sahélienne. Deux jours après, le 3 juin, une délégation de parlementaires serbes conduite par Slavenko Ristic, président de la Commission Défense et sécurité du parlement serbe et PDG de l'entreprise de technologies de défense Tehnicki Remont Bratunac, a été reçue à Ouagadougou par le ministre burkinabè des Affaires étrangères Karamoko Jean Marie Traoré. Les échanges ont porté sur les perspectives de coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la formation. La partie serbe a affiché son admiration pour le leadership d'Ibrahim Traoré et sa volonté de renforcer la présence de Belgrade sur le continent africain. Côté burkinabè, cette visite a été présentée comme s'inscrivant dans la politique de diversification des partenariats internationaux que mène la junte, avec une attention particulière portée aux pays d'Europe de l'Est.

Enfin, le rapprochement entre le Burkina Faso et le Bénin, après une longue période de froid, est désormais palpable. En visite officielle à Ouagadougou le 2 juin, le président béninois Romuald Wadagni a été accueilli par le capitaine Ibrahim Traoré. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté de relancer la coopération bilatérale, avec un accent particulier sur la sécurité (lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière) et sur les échanges économiques, notamment le rôle du port de Cotonou dans l'approvisionnement du Burkina Faso. Les homologues ont convenu d'accélérer la tenue de la cinquième session de la Grande Commission mixte de coopération et de finaliser plusieurs accords en suspens. La visite s'est conclue par une invitation officielle adressée à Ibrahim Traoré à se rendre au Bénin. Ainsi, se dessine clairement la volonté de Ouagadougou de consolider son ancrage régional tout en élargissant son réseau de partenaires internationaux, dans un contexte marqué une recomposition des équilibres géopolitiques en Afrique de l'Ouest.

Togo : Lomé poursuit sa stratégie de positionnement en hub régional

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Le Togo figure en bonne place dans la diplomatie de bon voisinage inaugurée par le président béninois Romuald Wadagni, depuis son accession à la magistrature suprême. Dans le cours de cette tournée diplomatique sous-régionale, le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé a reçu son homologue béninois le 4 juin à Lomé. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté d'approfondir les liens bilatéraux sur plusieurs fronts.

Sur le plan économique, ils ont salué la progression des échanges commerciaux et convenu de renforcer les infrastructures de connectivité, la fluidité des corridors transfrontaliers et l'attractivité pour les investissements privés. Sur le plan sécuritaire, ils ont exprimé leur préoccupation commune face à la menace terroriste et à la criminalité transfrontalière, s'engageant à intensifier leur coordination dans ce domaine. Les deux parties ont également réitéré leur attachement à l'intégration ouest-africaine et au principe de libre circulation des personnes et des biens. La visite s'est conclue par une invitation de Wadagni à Gnassingbé à effectuer une visite officielle au Bénin, acceptée en principe, dont les modalités seront définies par voie diplomatique. Par ailleurs, il est notable que le Togo s'emploie – toute proportion gardée – à l'instar du Bénin de se positionner en tant que passerelle entre l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et la Cedeao. A ce propos, Lomé semble tirer un profit particulier en se présentant comme hub logistique de remplacement. En effet, seul port en eau profonde naturel d'Afrique de l'Ouest, le port de Lomé capte une part croissante des flux commerciaux sahéliens et a assuré 29,5 % des services de transport liés aux exportations de l'UEMOA en 2024, générant 185 milliards FCFA de recettes.

Autre preuve s'il en était de la volonté du pays de se positionner en médiateur continental : depuis, le 7 juin, Lomé accueille la réunion semestrielle d'évaluation du processus de médiation sur la crise dans l'Est de la RDC, sous l'égide de l'Union africaine. Réunissant les représentants de la CAE, de la SADC et de la CIRGL, la rencontre vise à faire le point sur la feuille de route de l'UA et à harmoniser les initiatives africaines de paix, dans un contexte marqué par la persistance des violences et une résurgence d'Ebola dans certaines zones du pays. Le panel des facilitateurs, qui comprend notamment les anciennes présidentes Catherine Samba-Panza et Sahle-Work Zewde, a réaffirmé son alignement sur la démarche du médiateur désigné de l'UA, le président togolais Faure Gnassingbé, qui avait déjà accueilli une première réunion similaire en janvier.

Une contestation sociale en sourdine

Toutefois, le Togo que ses dirigeants présentent volontiers sur la scène internationale comme un hub logistique et un médiateur régional incontournable, fait face sur le plan intérieur à une contestation sociale croissante. Plusieurs organisations de l'opposition et de la société civile ont répondu à l'appel du Mouvement du 6 Juin (M66) en lançant une journée de protestation pacifique baptisée « Togo en pause », le 6 juin 2026. Les signataires - dont la DMK-Originale, la DMP et le mouvement « Touche Pas à Ma Constitution » - ont invité les citoyens à suspendre leurs activités pour dénoncer la hausse des prix des carburants, la dégradation des conditions de vie et ce qu'ils qualifient de mauvaise gouvernance et de restriction des libertés sous le régime de Faure Gnassingbé. Un « concert de casseroles » fut également prévu dans la nuit du 5 juin en prélude de cette mobilisation. Dès lors, à l'envers de l'image d'un médiateur régional, continue de se dessiner un défi plus structurel pour Lomé : concilier ambitions géopolitiques, performance économique ainsi qu'une demande continue de participation politique et de justice sociale.

Côte d'Ivoire : À la recherche d'un système électoral apaisé ?

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Après la dissolution surprise de la Commission électorale indépendante (CEI) ordonnée par le président Alassane Ouattara en mai 2026, la Côte d'Ivoire entre dans une phase de refondation de son architecture électorale, où se multiplient les voix (religieuses, civiles et politiques) pour définir les contours d'un futur organe à la hauteur des exigences de transparence et de consensus. Réunie en assemblée plénière à Abidjan, la Conférence des évêques catholiques de Côte d'Ivoire a pris position sur la réforme électorale engagée après la dissolution de la CEI. Tout en prenant acte de la décision gouvernementale, les évêques plaident pour un futur organe électoral indépendant de toute influence partisane et représentatif de l'ensemble des sensibilités politiques du pays, appelant les autorités à élargir les consultations. Dans le même élan, plusieurs organisations de la société civile travaillent à des propositions concrètes, s'inspirant notamment des modèles sénégalais, ghanéen et béninois, réputés pour leur caractère consensuel. Ces initiatives convergent vers un même objectif : doter la Côte d'Ivoire d'un système électoral transparent, capable de restaurer durablement la confiance des citoyens et des partis dans les futures échéances.

Fort de cette optique, le Rassemblement pour la paix, le progrès et le partage (RPP) propose un nouvel organe électoral de 11 membres entièrement indépendant et sans représentants de partis politiques. Il serait composé de personnalités issues de la société civile, des milieux universitaires et juridiques, du secteur public et privé, des chefferies traditionnelles et des confessions religieuses. Le parti insiste sur des critères stricts d'indépendance et de transparence, ainsi que sur l'interdiction pour les membres d'avoir eu des fonctions partisanes récentes. Le RPP appelle aussi à un dialogue national et à une inscription constitutionnelle de cet organe pour garantir son autonomie. En attendant, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly s'est voulu rassurant sur la situation de suspension du paiement des salaires de mai et des factures de prestataires, suite à la dissolution de la CEI. Des mesures transitoires, conformes aux pratiques habituelles en cas de dissolution d'entité publique, permettront d'apurer l'ensemble du passif financier, a-t-il garanti.

La reprise des déguerpissements

Les déguerpissements ont de nouveau cours à Abidjan. Après le rasage de trois zones précaires de Cocody fin mai, le district autonome d'Abidjan a lancé le 2 juin une nouvelle vague d'expulsions à Vridi-3 (surnommé Zimbabwe), un quartier de pêcheurs de 28 hectares jouxtant le port autonome. Des milliers de résidents ont été brutalement contraints de quitter les lieux. Malgré les justifications du ministre-gouverneur Ibrahim Cissé Baongo, affirmant qu'il s'agit d'« opérations de libération des zones à risque d'opération, des emprises de drainage et des sites exposés aux éboulements », les critiques sur la vigueur de ces déguerpissements se font entendre. Dans un communiqué publié le 4 juin, le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP) dirigé par Charles Blé Goudé, a dénoncé ce qu'il qualifie d'« approche essentiellement coercitive ». Cette séquence, qui n'est pas nouvelle, révèle une fois de plus, les tensions structurelles entre les impératifs de modernisation urbaine portés par les autorités et le droit au logement de populations précaires qui continuent d'estimer que l'État ne leur propose pas de véritables solutions de relogement.

Bénin : Wadagni à la manœuvre pour rétablir les équilibres régionaux ?

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Qui a bon voisin a bon matin, enseigne la sagesse populaire. A l'évidence, le nouveau président béninois Romuald Wadagni, semble avoir fait sien ce dicton. Depuis la présence appréciée et remarquée de représentants de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) à son investiture, il est manifeste que Cotonou cherche à apaiser ses relations à l'échelle régionale. Ainsi, en quatre jours, le chef de l'Etat aura fait preuve d'un remarquable entrain diplomatique avec ses voisins : le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso, le Togo puis enfin la Côte d'Ivoire. En effet, le 1^{er} juin, sur l'invitation de son homologue nigérian Bola Tinubu, Wadagni s'est rendu à Lagos. Les échanges ont porté principalement sur la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment les questions de sécurité frontalière, de commerce transfrontalier, d'énergie et de coopération régionale au sein de la Cedeao. Puis, le lendemain 2 juin, le président béninois a été accueilli avec solennité à Niamey par le chef de l'Etat nigérian Abdourahmane Tiani. Les deux homologues ont annoncé leur intention « d'œuvrer à la levée de tous les obstacles au renforcement de la coopération entre les deux pays, notamment la réouverture de la frontière Bénin-Niger », renseigne le communiqué conjoint final. Pour cela, un comité mixte d'experts béninois et nigériens a été officiellement installé (et dispose de 15 jours à compter du 5 juin) pour examiner les conditions de réouverture de la frontière entre les deux pays.

Le même jour, Wadagni a mis le cap sur Ouagadougou où les discussions avec son homologue Ibrahim Traoré ont principalement porté sur les enjeux sécuritaires liés au terrorisme et à la criminalité transfrontalière, ainsi que sur les questions économiques, notamment le commerce, les infrastructures et le rôle du port de Cotonou dans l'approvisionnement du Burkina Faso. A Lomé, le 3 juin, le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines du commerce, des infrastructures de transport et de la sécurité transfrontalière ont été les principaux sujets d'échange avec le président togolais Faure Gnassingbé. A la dernière étape de sa tournée régionale, où il a été reçu à Abidjan par son homologue le président Alassane Ouattara, la rencontre fut l'occasion d'aborder les dynamiques régionales, notamment les relations avec les pays de l'AES ainsi que les réformes économiques en cours dans l'espace UEMOA.

Pour une sous-région apaisée

En l'espèce, cette séquence diplomatique semble inaugurer une phase de repositionnement stratégique du Bénin dans l'espace ouest-africain, marquée par une volonté d'équilibrer ses relations entre blocs régionaux aux trajectoires politiques divergentes. De toute évidence, Cotonou est conscient des enjeux transfrontaliers dans les agendas bilatéraux en présence, notamment en matière de sécurité et d'intégration économique. Un gain immédiat étant la consolidation de ces échanges dans le but de redéfinir les mécanismes de coopération régionale autour d'approches plus pragmatiques et flexibles. Par ailleurs, cette dynamique de rapprochement pourrait progressivement contribuer – du moins semble l'espérer Cotonou - à réduire les logiques de méfiance qui structurent à l'heure actuelle, les relations entre États de la sous-région, en favorisant des mécanismes de dialogue plus continus et moins dépendants des seules conjonctures politiques. Enfin, dans l'horizon du renforcement de la résilience collective face aux crises sécuritaires et économiques, elle ouvre dans le même mouvement, la possibilité d'une reconfiguration des modes de coopération régionale, davantage fondés sur des intérêts pragmatiques partagés que sur des alignements strictement institutionnels.

Cameroun : Derrière le vide exécutif, une refonte silencieuse de l'appareil institutionnel ?

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

C'est une situation institutionnelle inédite dans le pays depuis 1992. Depuis la réélection du président Paul Biya en octobre 2025, le Cameroun ne dispose toujours pas d'un gouvernement. Alors que le pays reste dans l'expectative, la nomination d'une nouvelle équipe gouvernementale ne semble pas faire partie des priorités du chef de l'Etat. Du moins, au sommet de l'Etat, c'est la refonte de l'appareil institutionnel qui, pour l'instant, occupe les esprits. Selon Jeune Afrique, parmi les projets à l'étude, figurent la création de nouveaux ministères et la transformation de certains portefeuilles existants, comme l'élargissement du ministère de la Justice aux droits de l'homme ou la réorganisation du ministère du Contrôle supérieur de l'État pour y intégrer la transparence publique.

D'autres restructurations sont également envisagées dans les secteurs des mines, des infrastructures, de la condition féminine, ainsi que dans l'enseignement supérieur et la recherche, afin de renforcer la coordination et l'efficacité des politiques publiques. Par ailleurs, le chantier institutionnel comprend aussi des innovations majeures, notamment la création possible d'un poste de vice-Premier ministre et la préparation d'une future vice-présidence de la République. Par ailleurs, des projets touchent à la sécurité numérique, avec la mise en place d'une agence dédiée rattachée aux services de renseignement, ainsi qu'à la réorganisation territoriale, incluant un redécoupage administratif et une évolution du rôle des autorités locales et traditionnelles. Ainsi, le vide exécutif et l'immobilisme apparent semblent être les signes silencieux d'arbitrages où se joue l'équilibre des forces au sein du pouvoir et par là même, la continuité du système Biya.

En attendant cette réorganisation de fond en comble, le chef de l'Etat a procédé, le 2 juin 2026, à la nomination des membres du Conseil supérieur de la magistrature, principalement en reconduisant les titulaires de cette instance. Cette décision intervient après une longue période de paralysie de près de six ans, durant laquelle le Conseil ne s'était plus réuni, ce qui avait fortement affecté le fonctionnement du système judiciaire. Cette situation de blocage avait alors entraîné de nombreuses conséquences, notamment le gel des recrutements et des intégrations de magistrats issus des écoles de formation, ainsi que l'arrêt des nominations dans les différentes juridictions.

Une opposition avec du plomb dans l'aile

Pendant que la reconfiguration institutionnelle va bon train dans les cénacles de l'Etat, l'opposition politique, en perte de vitesse, tente de survivre. Dans un communiqué publié le 3 juin, l'opposant Maurice Kamto a annoncé avoir saisi le Conseil constitutionnel pour contester la légalité du décret présidentiel prolongeant le mandat des conseillers municipaux jusqu'en avril 2027. Selon lui, cette décision constitue une violation de la Constitution. Dans sa requête, le président du MRC estime que le chef de l'État a outrepassé ses pouvoirs en prorogeant unilatéralement le mandat des élus locaux, qualifiant cette mesure de « piétinement de la loi » et d'atteinte aux principes démocratiques.

D'un autre côté, la détention provisoire de l'opposant Djeukam Tchameni a été prolongée de six mois, jusqu'au 5 décembre 2026, une décision contestée par son avocat qui la juge « illégale ». Arrêté peu avant la proclamation des résultats de la présidentielle du 12 octobre 2025 et inculpé notamment d'atteinte à la sûreté de l'État, il est actuellement détenu à la prison de Kondengui à Yaoundé. Pour la défense, cette prolongation repose sur une procédure irrégulière, sans évolution claire de l'enquête ni justification suffisante, ce qui remet en cause le caractère exceptionnel de la détention provisoire. Au final, la séquence politique actuelle au Cameroun remet en lumière la position d'une opposition victime d'une immense asymétrie dans ses rapports de force avec un exécutif qui dispose du temps et des institutions.

Nigeria : L'inquiétant retour de la spirale des enlèvements

Timbuktu Institute Semaine 1 - juin 2026

Le Nigeria est de nouveau confronté à une recrudescence inquiétante des enlèvements, touchant aussi bien les zones scolaires que les populations civiles, et ravivant les préoccupations liées à l'insécurité persistante dans plusieurs régions du pays. Deux semaines après l'enlèvement de 39 élèves et de 7 enseignants dans deux écoles de l'État d'Oyo par des éléments identifiés comme appartenant à Boko Haram, les otages demeurent introuvables. Une situation d'exaspération ayant poussé le syndicat des enseignants à déclencher le 1^{er} juin une grève illimitée dans les établissements de cet État du sud du pays. Si Abuja a multiplié les annonces (recrutement de gardes forestiers, cellule d'investigation spéciale, envoi d'une délégation fédérale de haut niveau, etc.), l'armée continue de qualifier l'attaque d'incident isolé, sans base jihadiste permanente identifiée dans la région.

Ce qui contraste avec l'ampleur de la mobilisation officielle et la colère d'un corps enseignant qui dit attendre, sans réponse concrète, le sauvetage des siens. Ce faisant, alors que le 3 juin, sept étudiants ont été enlevés dans une résidence étudiante de l'État de Zamfara, la psychose est devenue telle qu'une fausse rumeur de kidnapping a semé la panique à Abuja le 4 juin, nécessitant un démenti de la police. Pendant ce temps, la colère des populations monte face à une insécurité perçue comme hors de contrôle. Au total, ces dix dernières années, ce sont 1 500 jeunes et personnels enseignants qui ont été enlevés par des groupes armés qui les ciblent, dans le but de négocier une rançon en échange de leur libération. A quelques mois du scrutin présidentiel, cette résurgence remarquée vient exposer de plain pied, non seulement l'érosion continue du climat sécuritaire mais aussi les limites des dispositifs étatiques face à une violence désormais enracinée dans le quotidien des populations.

360 otages libérés

Dans ce contexte de tension sécuritaire persistante, les autorités militaires ont toutefois revendiqué une opération majeure menée dans les monts Mandara, dans l'État de Borno, ayant conduit à la libération de 360 otages aux mains d'une faction de Boko Haram. Selon les autorités militaires, l'intervention a mobilisé des forces spéciales et combiné plusieurs techniques de renseignement, permettant de localiser les captifs et de surprendre les insurgés. L'assaut aurait conduit à la dispersion des combattants et à la sécurisation des personnes enlevées, composées d'hommes, de femmes et d'enfants issus de différentes localités. Les otages ont été évacués et pris en charge, bien que l'armée ait signalé la mort de deux nourrissons en raison des conditions de détention.

Parallèlement, au plan politique, alors que la présidentielle approche, une fuite présumée de données personnelles issues des fichiers de la Commission électorale nationale indépendante (Inec) suscite de vives inquiétudes. En effet, un assistant du ministre du Territoire Nyesom Wike a publié sur X des données confidentielles issues du fichier de l'Inec concernant l'acteur Emeka Ike, candidat de l'opposition dans une circonscription d'Abuja. Ces documents, qui établissent qu'il a transféré son inscription électorale quinze jours seulement avant leur divulgation, auraient été extraits directement des bases de données de la commission électorale, soulevant des questions sur les conditions d'accès à ces informations sensibles. Deux enquêtes ont été ouvertes, l'Inec affirmant avoir identifié le compte utilisé tout en minimisant la portée de la brèche, sans convaincre une opposition qui, à huit mois des élections générales du 16 janvier 2027, voit dans cet épisode un signal d'alarme sur la neutralité de l'institution arbitre du scrutin.